

L'Union européenne souffle le chaud et le froid avec les pays des Balkans

Union européenne L'Allemagne et la France ont organisé un sommet pour dénouer les tensions.

Éclairage Jean-Arnault Dérens
Correspondant dans les Balkans

Les Balkans avaient rendez-vous hier à Berlin avec l'Union européenne. Cette fois-ci, ce sont l'Allemagne et la France qui ont pris l'initiative de la rencontre, alors que les tensions s'accroissent dans la région et que le processus d'élargissement est au point mort. Tous candidats, les six pays non encore intégrés à l'UE – l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine, la Macédoine du Nord, le Monténégro et la Serbie, ainsi que le Kosovo qui n'a pas encore le statut de candidat officiel – se désespèrent de voir sans cesse s'éloigner la promesse européenne, alors que la montée des nationalismes au sein de l'Union n'incite pas à une reprise de l'élargissement.

Les enjeux sont pourtant énormes. *“Abandonner la perspective européenne fera le jeu des nationalistes et ouvrira encore plus la porte de la région aux nouveaux acteurs que sont la Chine, la Russie et la Turquie”*, souligne l'analyste bosnien Srecko Latal. Alors que l'UE délègue aux pays des Balkans la tâche de garder ses frontières extérieures sur un axe toujours prisé par les réfugiés, il est bien difficile de ne pas offrir de perspective politique à ces pays. Or, depuis l'adhésion de la Croatie, en 2013, la porte de l'UE est restée fermée.

Cela n'est d'ailleurs pas forcément pour déplaire aux dirigeants de la région, comme le président serbe Aleksandar Vucic ou son homologue monténégrin Milo Djukanovic, qui se proclament “pro-européens” mais dirigent leurs pays sur des bases de plus en plus autoritaires et clientélistes. Les citoyens de la région ne croient d'ailleurs plus guère à l'intégration de leur pays et préfèrent prendre tout seuls la route de l'UE... en émigrant massivement en Europe occidentale!

Le dialogue entre Belgrade et Pristina en panne

Avant le début de la rencontre plénière, Berlin a accueilli tout au long de la journée

Depuis
l'adhésion
de la Croatie,
en 2013,
le processus
d'élargissement
est au point
mort.

de lundi plusieurs rencontres bilatérales. Federica Mogherini, la cheffe de la diplomatie européenne, a ainsi reçu le président serbe Vucic puis son homologue kosovar Hashim Thaçi, la reprise du dialogue entre Belgrade et Pristina, en panne depuis des mois, étant l'un des enjeux majeurs de la rencontre. Aleksandar Vucic a répété que la Serbie ne reviendrait pas à la table des négociations tant que le Kosovo n'annulerait pas la taxation à 100% sur les importations serbes, introduite en novembre dernier, tandis qu'Hashim Thaçi espère obtenir enfin la levée du régime des visas pour l'espace Schengen, auquel seuls les ressortissants du Kosovo sont encore soumis. Hashim Thaçi a lâché aux journalistes qu'il n'attendait “pas de miracle”, mais il a aussi lancé un pavé dans la mare des Européens en expliquant, après être allé ostensiblement rencontrer l'ambassadeur américain à Berlin, qu'il ne pouvait “pas y avoir de dialogue sans implication des États-Unis”...

La France plaide pour une “pause” de l'élargissement

Si la rencontre de Berlin vise à dénouer les points de tension qui bloquent la région, la partie n'est pas gagnée d'avance, car les dirigeants européens ont peu à offrir et sont d'ailleurs bien loin d'être tous sur la même ligne. L'initiative de la rencontre revient à Emmanuel Macron, alors que le président français n'avait encore jamais manifesté grand intérêt pour les Balkans depuis son élection, il y a deux ans, et qu'il a même douché les espoirs de la région en plaidant de manière répétée en faveur d'une pause de l'élargissement.

Pour autant, la France, à l'instar de la Commission européenne, ne serait pas hostile à une redéfinition des frontières, voire à des échanges de territoire entre Belgrade et Pristina. L'Allemagne rejette catégoriquement cette option par crainte d'un précédent

qui pourrait remettre en cause toutes les frontières de la région. Par contre, Berlin tient à ce que soit envoyé un signal positif à la Macédoine du Nord, qui a conclu l'an dernier un difficile accord avec la Grèce, en ouvrant les négociations d'adhésion avec ce pays. Paris semble au contraire très en retrait sur ce dossier. Au risque de désespérer encore plus les Balkans.